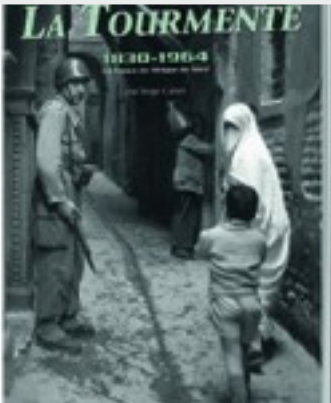


## Sommaire

Editorial  
Effet papillon  
Hedonisme social  
PS recherche charisme  
Sécheresse  
FMI  
La bataille de Touars  
Bainville



Auteur : Serge Cattet  
Album photographique  
Co-édition ECPAD /  
EDITIONS Little Big Man /  
UNC 2010. Plus de 550  
photos – dont la plupart  
sont inédites – issues des  
archives de l'ECPAD  
(Etablissement de  
communication et de  
production audiovisuelle  
de la Défense) et de  
collections privées,

Le royalisme est une force  
avec laquelle il faudra  
compter dans l'avenir

Téléchargez PRO à l'adresse :  
<http://jrap5.free.fr>

## Le ménage dans l'audio visuel

Eric Zemmour et Eric Naulleau sont virés de France 2, Robert Ménard, l'ancien patron de Reporters sans frontières, est évincé de RTL... que se passe-t-il donc dans le PAF ? Election présidentielle en ligne de mire ? Volonté de ne pas heurter les auditeurs ou spectateurs ?

Ils seraient gênants, ces polémistes qui n'ont pas la langue de bois. Leur point commun, des chroniques dans des médias importants qui sortaient du politiquement correct dont nous abreuvons télés et radios à longueur de sirupeux programmes et lénifiants débats. Pour Zemmour et Naulleau, des auteurs auraient refusé de venir à l'émission de peur d'entendre la vérité sur leurs œuvres... Pour Robert Ménard, ses propos dérangeaient, choquaient « les bien-pensants

» : ses prises de positions sur le nombre de mosquées, la peine de mort, sa défense de Dieudonné, pouvaient faire passer Zemmour pour un gauchiste. Son essai Vive Le Pen, a fait déborder le vase. Edwy Plenel dans Mots Croisés, se lamentait : « De reporters sans frontières à Jean-Marie Le Pen, quelle déchéance, quelle déchéance Robert Ménard, quelle déchéance ! »

Certes, le cas de ce trotskiste ayant viré sa cuti n'est pas passionnant, mais le traditionnel mercato audiovisuel prend une forme un peu spéciale cette année. Les bien-pensants vont se réjouir de ces nouvelles et on n'arrête pas de leur donner des gages. La chasse au politiquement incorrect est ouverte !

### La Tourmente

Professeur agrégé d'histoire, Serge Cattet est ancien combattant de la guerre d'Algérie. Alliant la connaissance à l'expérience, il nous propose dans cet ouvrage une double approche de ce conflit : une analyse historique et dépassionnée de la présence française en Afrique du Nord et de sa page la plus dramatique, la guerre d'Algérie. Un large éventail de témoignages d'appelés et rappelés qui, emportés par cette Tourmente, conservent aujourd'hui encore, et parfois même dans leur chair, le souvenir de ces années de guerre.

# Effet Papillon et Banqueroute capitaliste

Notre système économique, basé sur le capital et « la main invisible » d'Adam Smith, semble être, pour l'immense majorité des citoyens français, à l'abri de la banqueroute général ce qui pourtant, pourrait apparaître comme une conséquence possible du déficit financier abyssal de la France. Truisme ou sophisme, cette pensée, résumée par Gilbert Cesbron en l'expression « le capital est insubmersible », s'appuie sur deux postulats : le premier, c'est que l'entraide internationale permettra de combler les déficits nationaux; le second, c'est que le progrès économique, la constante amélioration des transformations des matières premières, nous protégera toujours d'un écroulement de l'édifice économique du capital.

L'actualité économique nous a montré il y a quelques jours les limites du premier postulat, sur l'entraide « généreuse » entre les pays. Malgré les politiques de rigueur mises en place en Grèce, malgré les privations (chutes des salaires) et les sacrifices du peuple grec (augmentation des impôts et taxes, recul de l'âge de la retraite (65 ans pour les hommes)), la Norvège vient d'annoncer la suspension de versements d'aides financières à la Grèce, et la Banque Centrale Européenne multiplie les menaces contre la Grèce. Pourquoi ? Parce que l'état économique catastrophique de la Grèce est un véritable « boulet » pour l'Europe. L'entraide financière entre les pays n'est plus vue comme une mission de charité et de soutien, mais plutôt comme un devoir, une « obligation » économique pour éviter de suivre le même chemin que le pays à la dérive.

Au niveau économique, il n'existe plus de valeurs morales : seuls les intérêts comptent. Et visiblement, certains pays ont décidé qu'il serait plus rentable de se retirer de ce soutien économique. La Norvège, qui n'est pas soumise aux obligations de l'Union Européenne, n'a fait

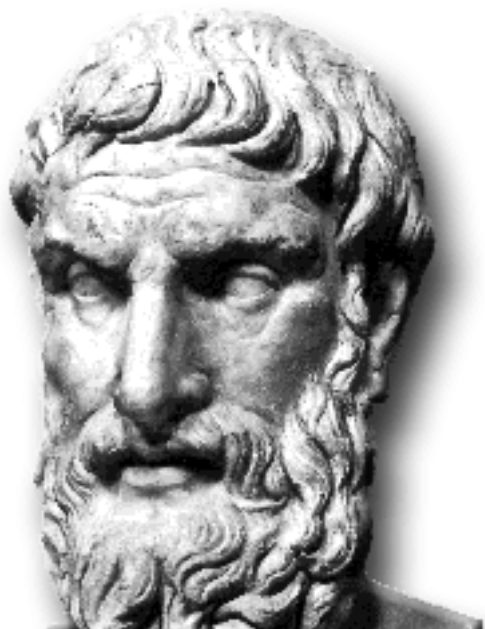
que ce qu'un grand nombre de pays européens, notamment l'Allemagne, voudrait faire : « chacun pour soi » !

Mais l'actualité nous montre également les limites du second postulat, sur la préservation de l'économie par le progrès. Ainsi, la situation économique des Etats Unis, pourtant considérés comme la Première Puissance Economique Mondiale, est catastrophique et au bord de la banqueroute générale. Au début du mois de Mai, les Etats Unis ont franchi la limite légale de dette publique (14 294 milliards de dollars), et le Trésor Américain a estimé qu'après la date fatidique du 2 août, si la situation économique américaine ne s'améliorait pas, les Etats Unis risquaient clairement la banqueroute économique. Eclipsée par « l'Affaire DSK », cette annonce est pourtant lourde de conséquence : tout le monde se souvient des répercussions de la crise américaine de 2007 en Europe...

Nous voyons donc que les deux postulats sur lesquels reposent l'insubmersibilité du capital sont contestables, voir erronés. Pour autant, ce n'est pas le capital en lui-même qu'il faut remettre en cause ! Comme disait si justement Antoine Blanc de Saint Bonnet dans son œuvre La Restauration Française, « La vertu est la source du Capital, le vice en est la destruction »... C'est parce que le vice, l'individualisme et la soif d'argent ont rongé le capital que la situation économique mondial souffre et risque à tout moment de basculer. Il est grand temps de raisonner notre économie, voir même de la moraliser. Sans cela, il y a fort à parier que la crise que nous traversons actuellement n'est que prémices à une future secousse économique bien plus dévastatrice...

# Assistanat et hédonisme social

Laurent Wauquiez, actuel ministre chargé des Affaires Européennes, a jeté en ce début du mois de mai l'opprobre sur le Revenu de Solidarité Active, mis en place officiellement depuis le 1<sup>er</sup> juin 2009 à l'échelle nationale, donc sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Dénonçant l'assistanat comme le « cancer de la société française », l'outrecuidant ministre subit en ce moment même les foudres de l'omniprésident français : à l'UMP, on ne se tire pas une balle dans le pied pendant la course présidentielle...



Mais cette sortie verbale du politicien, évidemment motivée par l'intérêt pécuniaire et non moral de l'Etat, a l'étonnant mérite de toucher du doigt un sujet sensible, qui divise profondément les français : la place du « travail » dans notre société, et son pendant logique mais tout aussi sensible, la politique sociale de l'Etat.

Dans notre société, le travail revêt une dimension pessimiste et difficile, contraignante et injuste, car obligatoire. Vision purement hédoniste et consumériste du travail, elle oppose à la saine ascèse bénédictine « Ora et Labora », un vibrant « Otium et Voluptas » (oisiveté et plaisir),

véritable pourriture morale issue des errances intellectuelles de certains philosophes autoproclamés.

Cet hédonisme social se caractérise par la frénétique recherche du plaisir immédiat, et par l'évitement constant du déplaisir, de la peine ou de l'effort en général. Le capitalisme consumériste, caractéristique de notre civilisation occidentale, répond et se nourrit même de ce premier principe hédoniste ; la fuite du travail et l'assistanat tant recherché n'est que la conséquence logique du deuxième principe...

Cet hédonisme, à la fois manne et poison pour toute société capitaliste, place le gouvernement français devant un choix particulièrement délicat et inéluctable, l'UE l'enjoignant de manière insistante de prendre une décision.

Le premier choix s'apparenterait à la mouvance socialiste : catalyser l'assistanat en ouvrant en grand les vannes des subventions étatiques, quitte à creuser encore le déficit public de quelques milliards. Fuite en avant rendue quasiment impossible par le déficit abyssal de l'économie française, cette idée purement démagogique séduit encore malheureusement des millions de français, comme le montre les relents de sympathie envers les politiciens socialistes...

Le second choix se rapprocherait quant à lui de la mouvance sarkoziste : laisser les mêmes subventions en créant d'autres taxes pour alléger un minimum la crise budgétaire, le temps d'un mandat ou deux. Ainsi, l'Etat augmente le montant des amendes, crée de nouvelles taxes totalement saugrenues ayant un seul objectif indicible : retarder l'échéance, l'inéluctable, l'impopulaire prise de décision... Laissons au suivant la boîte de Pandore économique ! Bel exemple de courage politique...

# PS recherche charisme et programme...

Il est une constante inéluctable au sein d'un groupement politique qui n'a plus de chef : le culte de la mémoire du chef disparu, l'impérissable recherche d'un appui historique inégalé et indiscutable. En cette période préélectorale, les (trop) nombreux candidats aux primaires socialistes multiplient ainsi les anniversaires, les cérémonies mémorielles en l'honneur du dernier (et unique) président socialiste de la V<sup>e</sup> république : François Mitterrand.

Le 10 Mai 1981, le candidat Mitterrand accédait à la plus haute fonction de l'Etat



français avec une seule et unique promesse : mettre en place son programme, réuni en 110 propositions, pour relever la France de l'ère Giscard d'Estaing. Vaste fumisterie ô combien récurrente, il siégea pourtant pendant plus de 14 ans dans le Palais de l'Élysée, ce qui constitue un record de longévité à la présidence de la V<sup>e</sup> république, en n'appliquant qu'une infime partie de ce programme...

Aujourd'hui, le parti socialiste est à l'image de la politique française : éclaté, divisé, pourri par l'arrivisme patenté des personnalités socialistes. L'Affaire DSK a définitivement

interrompu la marche vers la gloire de l'outrecuidant éléphant socialiste, mais il reste tout de même 5 candidats socialistes aux primaires, et cette liste peut encore s'allonger...

« La gauche se meurt de célébrer son passé au lieu d'y réfléchir » disait François Furet. Cette citation peut aisément être élargie à toute la classe politique républicaine actuelle : à la vaine quête d'un futile héritage socialiste répond celle d'un tout aussi futile héritage gaulliste. Le mémoriel prime sur le réel, l'actif, l'actuel ; à trop vouloir célébrer le passé, on en oublie le présent.

Car cette sempiternelle quête de légitimité historique ne sert qu'à cacher d'un voile subtil le vide abyssal des programmes politiques de nos candidats aux charismes de mollusques. Les propositions démagogiques et populistes pleuvent sur nos concitoyens qui avalent, sans sourciller, les plus impertinentes et improbables propositions. Ah, cher panurgisme, cher prêt à penser républicain ! Que feraient nos politiciens sans toi ?

Notre pays est aujourd'hui dans une situation complexe et dramatique, sur les plans économique, politique et sociaux. L'aveu indicible d'impuissance des grands partis politiques, par l'actuelle gesticulation mémorielle affligeante, doit nous rappeler que le royalisme n'est pas une possibilité, une éventualité à faible probabilité, mais bien une nécessité pour la France, une condition sine qua non à sa relève.

« Les gouvernements ne peuvent vivre sans principes et sans idées, et de plus en plus, les principes et les idées se retirent de la république, la laissant à l'état de matière sans cerveau, animée de mouvements désordonnés »

Jacques Bainville



# Sécheresse : limites de l'Etat Providence ?

Alors que le monde politico-médiatique s'affaire et s'agite inutilement autour de ce que l'on nomme déjà « l'Affaire DSK », une triple sécheresse (atmosphérique, agricole et hydrologique) menace les pays occidentaux et tout particulièrement la France. Grave problème écologique, cette sécheresse généralisée va certainement, dans un premier temps, se répercuter au niveau économique par une chute de la production de matières premières, tels que les céréales et tous les produits finis qui en découlent (pain, farine,



etc...). Mais surtout, si cette sécheresse s'installe durablement, elle touchera également le domaine politique car devant le mur de l'incompétence, le mythe de « L'Etat Providence » commencera à s'écrouler...

Le modèle français de l'Etat Providence a ceci de particulier qu'il joint les modèles bismarckien et beveridgien en assurant non seulement la protection sociale de ses citoyens, mais également une certaine justice sociale par le biais d'une redistribution des richesses. C'est ainsi qu'en 1976, un impôt exceptionnel a été mis en place temporairement pour aider les agriculteurs français. Financé uniquement par deux tiers des contribuables, cet impôt avait permis de reverser 2 milliards de francs, trop peu pour les agriculteurs qui avaient estimé les pertes à plus de 8 milliards de francs...

Tocqueville, dès 1830, avait prédit les dangers d'un Etat Providence, « d'un Etat si bienveillant

qu'il entend se substituer à eux (les individus, ndlr) dans l'organisation de leur propre vie ». La sécheresse que traverse la France est une épreuve pour le pays tout entier et les français, pourris par un individualisme nombriliste nauséabond, attendent béatement que l'Etat intervienne et agisse à leur place. Qui leur en voudrait ? Les politiciens de tout bord sont les premiers à défendre cette dépendance étatique, et à s'en prendre avec une étrange véhémence à « l'inaction et l'inefficacité du gouvernement », comme pour faire oublier leur incompétence coupable... La dernière en date est la présidente du Conseil Régional de Poitou Charente, Ségolène Royal, qui s'est élevée ce weekend contre « l'inertie du gouvernement » !

L'Etat ne peut malheureusement que peu de choses contre les conséquences induites par une sécheresse excessive et trop longue. Plus de 78 % de notre électricité, produit essentiel de la société, est produite par des centrales nucléaires, dont les circuits de refroidissements ne peuvent fonctionner sans eau. Bien plus qu'en 1976, notre société est dépendante de l'électricité et des arrêts même temporaires de production auraient des conséquences catastrophiques sur l'équilibre économique de notre pays...

Vociférer contre l'actuel gouvernement ne résoudra pas le problème climatique actuel. Se prendre en main, multiplier les entraides et les soutiens sociaux, limiter nos rejets (chaque français jette 20 kg de nourriture par an) et notre consommation d'eau, mettre en place des actions de soutiens et d'aides aux agriculteurs et aux producteurs, voilà quelques pistes de réflexions qui pourrait limiter les dégâts qu'une grande sécheresse produirait sur notre pays. Malheureusement, les français continuent de végéter, attendant l'intervention miraculeuse de l'Etat Providence...

« Le plus grand soin d'un bon gouvernement devrait être d'habituer peu à peu les peuples à se passer de lui »

Alexis de Tocqueville

# FMI et souveraineté nationale

L'Affaire DSK, la crise politique du monde arabe et l'effondrement général des économies nationales depuis 2007 ont mis sous le feu des projecteurs une institution économique méconnue du grand public : le Fonds Monétaire International. Créé en 1944, le FMI avait pour objectif principal d'assurer la stabilité économique internationale et la lutte contre le paupérisme, ce rôle se trouvant véritablement renforcé depuis l'abandon du système de change fixe de 1976.



Pour autant, le FMI est loin de faire l'unanimité des pays, et nombre de politiciens, notamment Marine Le Pen, réclame la dissolution pure et simple de cette institution qui constitue à leurs yeux une « structure d'écrasement des peuples, démantelant les Etats et multipliant les catastrophes économiques ». Inquiétude logique et légitime, il s'agit donc de voir la place et le rôle accordés aux nations dans une économie aujourd'hui mondialisée, d'étudier la quatrième fonction régaliennne de tout Etat souverain, à savoir celle de la souveraineté économique.

L'opposition entre étatisme et libéralisme n'est pas seulement économique, mais également politique : l'étatisme (l'Etat est le centre de

toute activité sociale ou économique) prôné par le Front National s'oppose avec virulence au libéralisme (l'Etat doit être écarté au maximum des affaires sociales et économiques) de la plupart des autres partis politiques (UMP, PS notamment). Ces deux théories, extrêmes et dangereuses, mènent à la même destruction économique de l'Etat, comme nous avons pu le voir avec la crise économique de 2007.

La doctrine sociale et économique du Royalisme, loin des excès centralisateurs de l'étatisme, loin de l'abandon de la souveraineté par le libéralisme, pourrait être une véritable force pour la France. Le corporatisme, prôné par Albert de Mun, René de la Tour du Pin notamment, se fonde sur un principe simple de subsidiarité, de liberté des corps intermédiaires. L'Etat n'a donc pas à intervenir sur les institutions économiques, mais garde sa fonction régaliennne en jouant sur l'aspect monétaire, indispensable pour stabiliser l'économie nationale. Loin des monnaies privées défendues par Hayek ou Say, le contrôle de l'émission de la monnaie par l'Etat lui permet donc de placer la France au niveau international et surtout de pouvoir garantir la stabilité économique du pays.

Et le FMI dans tout cela ? Il apparaît que le FMI n'a pas vocation à disparaître mais à évoluer : son principe de recherche de stabilité internationale et de lutte contre le paupérisme est viable. Malheureusement, placée dans un Etat libéral qui laisse la seule « main invisible » opérer en économie, l'injection de milliards de dollars ressemblent à s'y méprendre non pas à une bouée de sauvetage, mais tout simplement à des coups d'épées dans l'eau...

« Il y a trois écoles irréductibles en économie sociale : celle où l'on considère l'homme comme une chose, celle où l'on le considère comme une bête et celle où l'on le considère comme un frère. »

René de la Tour du Pin

# 5 Mai 1793 : Bataille de Thouars

Il y a 218 ans, plus de 10 000 vendéens s'élançaient contre la ville de Thouars, tenue et défendue par le général républicain Pierre Quétineau (1756-1794). Cette victoire, qui suit de près celle de Bressuire, mit en exergue le charisme des principaux chefs vendéens, de Lescure à la Rochejaquelein en passant par Bonchamps.



Le principal affrontement de la bataille eu lieu au Pont de Vrines. Pendant près de six heures, les vendéens tentèrent en vain de prendre ce point stratégique, essentiel pour la victoire. Pourtant, en plein milieu de la bataille, le général Louis de Lescure, tout fraîchement libéré des geôles républicaines, s'avance seul sur le pont. Malgré les tirs ennemis, les vendéens suivirent leur chef sur ce pont et le traversèrent. Ils permirent ainsi à la cavalerie, commandée par le Général Charles de Bonchamps, de prendre les républicains à revers, et prendre ainsi l'ascendant dans cette bataille.

Les bleus s'étant repliés dans la ville de Thouars, les vendéens se retrouvaient face aux

remparts ennemis, bloqués. Menés par le jeune et fougueux Henri de la Rochejaquelein, les Blancs escaladèrent les remparts et se répandirent dans la ville. Peu de temps après, le général Quétineau capitulait et abandonnait la ville aux généraux vendéens.

A l'issue de la bataille, les vendéens font le bilan de ce qu'ils ont réussi à prendre à l'ennemi : 12 canons et près de 7000 fusils ! Aucun pillage ne fut commis par les Vendéens, hormis celui de « l'arbre de la liberté », invention révolutionnaire censée représenter la liberté des institutions républicaines, quelques mois avant la Terreur et le massacre de milliers d'innocents...

Un grand nombre de prisonniers bleus furent relâchés, certains rejoignirent même les rangs vendéens. Tous les généraux vendéens proposèrent à Quétineau de les rejoindre, non pas par crainte de le retrouver face à eux, mais bien parce qu'ils savaient que les républicains ne lui pardonneraient jamais d'avoir perdu Thouars... Mais celui-ci, ardent défenseur de la cause républicaine, refuse poliment leur offre et repartit quelque temps plus tard rejoindre les troupes bleues basées à Saumur.

Mais les généraux vendéens avaient raison : Quétineau fut guillotiné en 1794, condamné pour « Trahison »...

Vous pouvez aider PRO en vous abonnant.

6 mois : 16 €. 1 ans : 30 € soutien : 50 €. Prendre contact à l'adresse mail : [jrap@orange.fr](mailto:jrap@orange.fr)

Editeur : URBVM. Directeur de publication : Jrap. La Boursière 85120 Antigny



# Hommage à Jacques Bainville

Il est des hommes que l'Histoire frappe d'un sceau indélébile, et dont le nom traverse les époques pour apparaître comme des témoins, des repères. Jacques Bainville, par ses écrits et ses chroniques, par son savoir et son talent, marqua l'histoire du Royalisme en France d'une empreinte unique, à l'instar d'un Charles Maurras ou d'un René de la Tour du Pin.



Connu pour son Histoire de France, salué pour sa clairvoyance dans son œuvre « les Conséquences politiques de la paix », Jacques Bainville était de ces hommes qui cachent sous une apparente distance, une sensibilité hors du commun et une modestie exemplaire.

Pourtant, Jacques Bainville restait pour tous ses contemporains, une véritable énigme... Charles Maurras ne parlait-il pas de "l'énigme Bainville" ? Personnalité complexe et distante, Jacques Bainville gardait de son éducation une extrême pudeur, rejetant les excès et les étalages grossiers de ses sentiments.

On ne peut comprendre la personnalité hors normes de Jacques Bainville sans parler de son formidable amour de l'Histoire. Dès son plus jeune âge, Jacques se passionna pour les lettres et l'Histoire, écrivant à vingt ans sa première biographie sur Louis II de Bavière. S'enchaînèrent nombre de grandes œuvres historiques qui restent encore aujourd'hui des références pour nombre d'historiens, parmi lesquels Bismarck et la France, L'Allemagne

romantique et réaliste, Comment est née la Révolution russe, Histoire de trois générations, Le Dix-huit brumaire, Napoléon, Histoire de la IIIe République. Passionné et passionnant, Bainville transmis à nombre de ses lecteurs son amour pour l'Histoire.

Sous l'influence de son ami Charles Maurras, Jacques Bainville tint la rubrique politique étrangère du journal de l'Action Française et de la Revue Universelle. Il suscita l'admiration au delà des rangs royalistes, et nombre de grands écrivains louèrent ses talents d'analyste politique. François Mauriac dira d'ailleurs plus tard : « D'une science conjecturale, Bainville a fait une science exacte ». Dès 1920, Jacques Bainville s'éleva contre les outrances du Traité de Versailles dans son livre Les Conséquences politiques de la Paix, prédisant une vengeance de l'Allemagne et décrivant avec précision le déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale, de l'annexion de l'Autriche par le Reich au Pacte Germano-Soviétique.

Pendant plus d'une trentaine d'années, Jacques Bainville défendit par sa plume et son intelligence l'espoir d'un retour du Roi sur le trône de France, le rétablissement d'une Monarchie. Si parfois le pessimisme étreignait son cœur, sa plume n'en était que plus véhémement et plus incisive... L'Histoire de France, rédigée en 1934, reste l'une des références et certainement l'une des plus belles exaltations de la Politique Française sous la Monarchie.

La fidélité dans les épreuves, la patience et l'abnégation, voilà quelques traits qui pourraient caractériser ce brillant historien. Jacques Bainville reste l'une des figures les plus emblématiques du Royalisme, et sans nul doute l'un de ses plus grands défenseurs. Aujourd'hui c'est à nous de reprendre le flambeau, de rendre hommage à ces hommes qui ont voué leur vie à cet idéal royaliste, et de montrer aux français que la Monarchie est une force d'avenir et le meilleur régime politique pour notre pays. N'ayons pas peur de nos convictions et appuyons nous sur ces témoins et ces piliers dont fait partie Jacques Bainville !